



Le projet de loi de financement de la sécurité sociale n'aboutira qu'à l'insécurité sociale

Les députés de la majorité présidentielle ont adopté mardi en première lecture le PLFSS 2019 qui établit pour l'année à venir les dépenses concernant la sécurité sociale, mais aussi les moyens pour la financer. **Nous, jeunes socialistes d'Ille et Vilaine, déplorons le manque d'ambition du gouvernement et ses velléités antisociales.**

Ce plan est en effet à double tranchant : si la sécurité sociale présente un excédent de 700 millions d'euros, c'est au détriment de nouveaux efforts demandés à l'assurance maladie, à hauteur de 3 milliards d'euros d'économies. De plus, le desserrement de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie (Ondam) prévu pour 2019 **ne parviendra pas à masquer les plans d'économie que le gouvernement fait peser sur l'hôpital public**, de l'ordre d'un milliard d'euros par an.

En 2019, les retraités, **les travailleurs et ménages précaires seront les plus touchés par la politique antisociale du gouvernement.** En effet, ces résultats de la sécurité sociale sont largement dus à une sous-revalorisation des pensions de retraites et autres allocations (+0,3%) alors même que l'inflation est estimée à 1,5% pour 2019 par la banque de France.

De plus, l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires, en plus d'être une mesure à rebours des besoins en matière d'emploi, fragilise le modèle social français. En effet, en privant la sécurité sociale de deux milliards d'euros de recettes par an, le gouvernement met à mal ce bien commun ; financé de plus en plus par l'impôt et privée de ses ressources propres, la sécurité sociale devient bien davantage une manette financière de l'Etat parmi d'autres qu'un outil au service des citoyens et de leur émancipation. Le gouvernement ne s'en cache même pas, ayant d'ores et déjà annoncé sa volonté de voir les excédents de la sécurité sociale pour 2020 alimenter le budget de l'Etat.

Sous couvert d'une mesure de pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit un processus d'accaparement de la sécurité sociale et de mainmise sur son budget **au détriment des assurés sociaux.** La sécurité sociale étant le bien de tou.te.s, et surtout de celles et ceux qui n'en ont pas, nous réaffirmons avec force notre conviction que celle-ci doit être gérée avant tout par les citoyens et non laissée aux mains d'intérêts court-termistes. Au contraire du quinquennat Hollande, qui avait su mener une réflexion de fond sur le travail et la portabilité des droits des travailleurs et travailleuses, le quinquennat Macron se distingue par une **absence totale d'ambition et de vision pour l'avenir de la protection sociale.**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
JEUNES SOCIALISTES D'ILLE ET VILAINE